

NON à cette politique de guerre et d'austérité

Bayrou annonce : « 62 ans c'est non ! » après la lettre de cadrage il confirme l'enfumage du « conclave ». Le Premier ministre a fermé la porte au retour légal à 62 ans prétextant que le contexte international avait changé la donne. Il prépare aussi les attaques contre la retraite du service public: « *Quelle méthode pouvons-nous trouver pour les retraites publiques pour à terme qu'on ait un retour à un meilleur équilibre* »

Bayrou est revenu aussi sur la question du travail ; « *augmenter le temps de travail sur la semaine ou l'année voire sur la vie* sous-entendue : augmenter la journée de travail d'une heure, supprimer les jours fériés, reprendre la revendication du MEDEF « *de porter à 70 ans l'âge légal de départ en retraite en France* ». Les attaques contre les droits des travailleurs s'amplifient!

La CGT quitte enfin les concertations du "conclave" concernant les retraites, Force ouvrière- avait claqué la porte dès le 27 février, dénonçant une "mascarade". Côté organisations patronales, l'U2P a également abandonné le "conclave", voyant dans ces négociations un "jeu de dupes" : « *62 ans ce n'est pas tenable, notre responsabilité c'est de dire la vérité, il faudra travailler plus* ». Cela fait des mois que nous condamnons ce dialogue social, il ne peut avoir d'entente entre exploiters et exploités, ce petit jeu a permis au gouvernement Bayrou de se maintenir avec le soutien appuyé du PS. Quitter le conclave des retraites oui mais il faut dans le même temps faire monter l'exigence de la lutte l'organiser et la coordonner.

Nous l'écrivions dès l'annonce du « conclave », en janvier dernier :

L'urgence : construire la riposte

"L'heure est à une lutte déterminée et à la construction d'un véritable rapport de force face au patronat et au gouvernement. Ce n'est pas à Matignon, à l'Élysée, au Parlement ou en conclave que l'on gagnera. Le dialogue social mène les travailleurs au désastre social. La seule issue est de se battre pour nos intérêts de classe, pour nos revendications sociales, pour l'augmentation des salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, de la réforme de l'assurance chômage, la défense des services publics. C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera."

Les travailleurs doivent refuser cette politique de guerre et d'austérité et s'organiser pour y faire face.

Macron veut mettre l'Union européenne sur le pied de guerre et doubler le budget militaire français en cinq ans. Il cherche à nous mettre en condition de préparer la guerre afin de forcer le peuple à de nouveaux sacrifices.

Macron a réuni plusieurs ministres dans le but de travailler sur l'effort supplémentaire pour « *L'économie de guerre* » cette réunion a été élargie aux ministres de la sphère dite sociale comme le ministre du Travail, de la santé, des solidarités, de l'emploi un signal et un symbole donnant le ton de la nouvelle politique encore plus austéritaire pour le peuple. Quant au Président de la cour des comptes, le socialiste Pierre Moscovici, celui-ci demande la suppression de l'indemnité d'arrêts maladie de moins de 8 jours !

Le gouvernement et le capital attaquent chaque jour nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail, notre droit à la retraite, nos conditions d'existence, l'accès à la santé, à l'éducation... Ils nous préparent à la guerre ! La guerre c'est celle menée par le capital pour ses profits contre le monde du travail et toute la société détruisant le peu de services sociaux encore restant.

Construisons une riposte de classe par la grève, dans la rue et dans la durée avec des objectifs revendicatifs et politiques clairs.

Tous les jours on nous matraque sur la nécessité de s'armer jusqu'aux dents, sur la nécessité de se préparer, de préparer les esprits, à la guerre, aux sacrifices... Pas d'argent pour les écoles, les hôpitaux publics ou les transports, mais miracle il y aurait des dizaines, voire des centaines de milliards pour les marchands de canons ? Macron, mardi 18 mars⁽¹⁾, a déclaré : « *la France va accroître et accélérer les commandes de Rafales* », Des milliards pour acheter des chars, des canons, des avions, Macron a besoin de bras pour les manier et veut enrôler 100.000 réservistes ! Sébastien Lecornu a souligné la nécessité d'augmenter les capacités de projection de l'armée

donc des interventions conduites hors des frontières de notre pays. Les intérêts des capitalistes français ne sont pas les nôtres, leur guerre économique n'est pas la nôtre!

Pendant ce temps les hôpitaux publics se délabrent. Le taux de vétusté des constructions était de 57 % en 2022 et celui des équipements de 80 %. Le Ségur de la santé comportait un volet investissement de 19 milliards d'euros. Ce montant est finalement de 6,5 milliards d'euros jusqu'en... 2029, soit environ 650 millions d'euros par an. On est loin d'un soutien massif de Macron⁽²⁾ : « *La santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires (...) pour sauver des vies quoi qu'il en coûte.*

Santé, hôpital le même constat dans l'éducation, la recherche, les transports, la culture⁽³⁾, Ce 20 mars, des mobilisations ou rassemblements régionaux étaient organisés pour les retraites et l'accès aux soins. Ces rassemblements ont été l'occasion de dire non à la suppression de l'abattement de 10 %, la mise en place des taxes sur la fin de vie, la dépendance, etc. mais aussi pour dire Non à la guerre ! Pas un euro de plus pour l'armée ! La colère monte également à l'université tant côté étudiants qu'enseignants, des appels à la grève s'étendent dans la fonction publique l'audiovisuel, dans les ports et docks, la culture, le médico-social, à France travail....

Dans le monde, les peuples ne baissent pas les bras, des milliers de manifestants en Serbie, en Argentine, des grèves en Grèce, des centaines de milliers de personnes ont célébré la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars.

Nous vivons une période où la lutte est indispensable. Pas le choix, il faut se battre pour nos intérêts de classe contre le capitalisme qui nous exploite, contre son système. Il est absolument vital de lutter dans la perspective d'une autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste et montrer que la seule issue c'est de mettre fin à ce système désastreux pour l'humanité afin de construire une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération, de solidarité, de paix entre les peuples, une société socialiste.

Pas d'autre réponse que de mener la lutte pour abattre cette société capitaliste de misère et de guerre.

1. Lors de ce discours sur la base militaire de Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône) celle-ci va bénéficier d'un investissement de 1,5 milliard d'euros pour sa modernisation.
2. Le recul du nombre de lits se poursuit même à un rythme plus rapide qu'avant la crise sanitaire et nombre de lits sont aussi supprimés par manque de personnel. *Les fermetures de lits et de plages de blocs opératoires pèsent sur leurs recettes d'exploitation et la couverture de leurs charges fixes* », soulignait la Cour des comptes posant des questions de santé publique, sous-détection de certaines pathologies, tels les cancers.
3. L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (Udes) pointe la baisse de 4 milliards d'euros, dans le budget 2025 ayant comme conséquence dans l'animation une liquidation judiciaire de 4 % des structures soit 1 000 entreprises, d'accueils de loisirs, d'écoles de musique... 186 000 emplois sont menacés.

NON à cette politique de guerre et d'austérité

Bayrou annonce : « 62 ans c'est non ! » après la lettre de cadrage il confirme l'enfumage du « conclave ». Le Premier ministre a fermé la porte au retour légal à 62 ans prétextant que le contexte international avait changé la donne. Il prépare aussi les attaques contre la retraite du service public: « *Quelle méthode pouvons-nous trouver pour les retraites publiques pour à terme qu'on ait un retour à un meilleur équilibre* »

Bayrou est revenu aussi sur la question du travail ; « *augmenter le temps de travail sur la semaine ou l'année voire sur la vie* sous-entendue : augmenter la journée de travail d'une heure, supprimer les jours fériés, reprendre la revendication du MEDEF « *de porter à 70 ans l'âge légal de départ en retraite en France* ». Les attaques contre les droits des travailleurs s'amplifient!

La CGT quitte enfin les concertations du "conclave" concernant les retraites, Force ouvrière- avait claqué la porte dès le 27 février, dénonçant une "mascarade". Côté organisations patronales, l'U2P a également abandonné le "conclave", voyant dans ces négociations un "jeu de dupes" : « *62 ans ce n'est pas tenable, notre responsabilité c'est de dire la vérité, il faudra travailler plus* ». Cela fait des mois que nous condamnons ce dialogue social, il ne peut avoir d'entente entre exploiters et exploités, ce petit jeu a permis au gouvernement Bayrou de se maintenir avec le soutien appuyé du PS. Quitter le conclave des retraites oui mais il faut dans le même temps faire monter l'exigence de la lutte l'organiser et la coordonner.

Nous l'écrivions dès l'annonce du « conclave », en janvier dernier :

L'urgence : construire la riposte

"L'heure est à une lutte déterminée et à la construction d'un véritable rapport de force face au patronat et au gouvernement. Ce n'est pas à Matignon, à l'Élysée, au Parlement ou en conclave que l'on gagnera. Le dialogue social mène les travailleurs au désastre social. La seule issue est de se battre pour nos intérêts de classe, pour nos revendications sociales, pour l'augmentation des salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, de la réforme de l'assurance chômage, la défense des services publics. C'est par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera."

Les travailleurs doivent refuser cette politique de guerre et d'austérité et s'organiser pour y faire face.

Macron veut mettre l'Union européenne sur le pied de guerre et doubler le budget militaire français en cinq ans. Il cherche à nous mettre en condition de préparer la guerre afin de forcer le peuple à de nouveaux sacrifices.

Macron a réuni plusieurs ministres dans le but de travailler sur l'effort supplémentaire pour « *L'économie de guerre* » cette réunion a été élargie aux ministres de la sphère dite sociale comme le ministre du Travail, de la santé, des solidarités, de l'emploi un signal et un symbole donnant le ton de la nouvelle politique encore plus austéritaire pour le peuple. Quant au Président de la cour des comptes, le socialiste Pierre Moscovici, celui-ci demande la suppression de l'indemnité d'arrêts maladie de moins de 8 jours !

Le gouvernement et le capital attaquent chaque jour nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail, notre droit à la retraite, nos conditions d'existence, l'accès à la santé, à l'éducation... Ils nous préparent à la guerre !

La guerre c'est celle menée par le capital pour ses profits contre le monde du travail et toute la société détruisant le peu de services sociaux encore restant.

Construisons une riposte de classe par la grève, dans la rue et dans la durée avec des objectifs revendicatifs et politiques clairs.

Tous les jours on nous matraque sur la nécessité de s'armer jusqu'aux dents, sur la nécessité de se préparer, de préparer les esprits, à la guerre, aux sacrifices... Pas d'argent pour les écoles, les hôpitaux publics ou les transports, mais miracle il y aurait des dizaines, voire des centaines de milliards pour les marchands de canons ?

Macron, mardi 18 mars⁽¹⁾, a déclaré : « *la France va accroître et accélérer les commandes de Rafales* », Des milliards pour acheter des chars, des canons, des avions, Macron a besoin de bras pour les manier et veut enrôler 100.000 réservistes ! Sébastien Lecornu a souligné la nécessité d'augmenter les capacités de projection de l'armée donc des interventions conduites hors des frontières de notre pays. Les intérêts des capitalistes français ne sont pas les nôtres, leur guerre économique n'est pas la nôtre!

Pendant ce temps les hôpitaux publics se délabrent. Le taux de vétusté des constructions était de 57 % en 2022 et celui des équipements de 80 %. Le Ségur de la santé comportait un volet investissement de 19 milliards d'euros.

Ce montant est finalement de 6,5 milliards d'euros jusqu'en... 2029, soit environ 650 millions d'euros par an. On est loin d'un soutien massif de Macron⁽²⁾ : « *La santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires (...) pour sauver des vies quoi qu'il en coûte.*

Santé, hôpital le même constat dans l'éducation, la recherche, les transports, la culture⁽³⁾, Ce 20 mars, des mobilisations ou rassemblements régionaux étaient organisés pour les retraites et l'accès aux soins. Ces rassemblements ont été l'occasion de dire non à la suppression de l'abattement de 10 %, la mise en place des taxes sur la fin de vie, la dépendance, etc. mais aussi pour dire Non à la guerre ! Pas un euro de plus pour l'armée ! La colère monte également à l'université tant côté étudiants qu'enseignants, des appels à la grève s'étendent dans la fonction publique l'audiovisuel, dans les ports et docks, la culture, le médico-social, à France travail....

Dans le monde, les peuples ne baissent pas les bras, des milliers de manifestants en Serbie, en Argentine, des grèves en Grèce, des centaines de milliers de personnes ont célébré la Journée internationale des droits des femmes le 8 mars.

Nous vivons une période où la lutte est indispensable. Pas le choix, il faut se battre pour nos intérêts de classe contre le capitalisme qui nous exploite, contre son système. Il est absolument vital de lutter dans la perspective d'une autre société débarrassée de l'exploitation capitaliste et montrer que la seule issue c'est de mettre fin à ce système désastreux pour l'humanité afin de construire une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération, de solidarité, de paix entre les peuples, une société socialiste.

Pas d'autre réponse que de mener la lutte pour abattre cette société capitaliste de misère et de guerre.

4. Lors de ce discours sur la base militaire de Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône) celle-ci va bénéficier d'un investissement de 1,5 milliard d'euros pour sa modernisation.
5. Le recul du nombre de lits se poursuit même à un rythme plus rapide qu'avant la crise sanitaire et nombre de lits sont aussi supprimés par manque de personnel. *Les fermetures de lits et de plages de blocs opératoires pèsent sur leurs recettes d'exploitation et la couverture de leurs charges fixes* », soulignait la Cour des comptes posant des questions de santé publique, sous-détection de certaines pathologies, tels les cancers.
6. L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (Udes) pointe la baisse de 4 milliards d'euros, dans le budget 2025 ayant comme conséquence dans l'animation une liquidation judiciaire de 4 % des structures soit 1 000 entreprises, d'accueils de loisirs, d'écoles de musique... 186 000 emplois sont menacés.